

T76E65  
E88  
2005/06  
QL  
P. gouv.

---

---

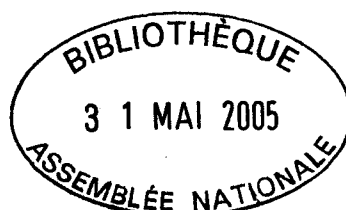
# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 2005-2006

---

---

**Demande de renseignements généraux**



---

---

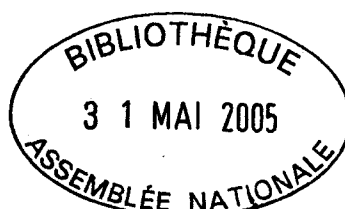
# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 2005-2006

---

---

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**



# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### TABLE DES MATIÈRES

	<b>PAGE</b>
1. Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2004-2005 et 2005-2006 compte tenu des modifications administratives apportées lors du remaniement ministériel du 18 février 2005.....	1
2. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.....	2
3. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) ainsi qu'une copie de la Déclaration de services aux citoyens:..... <ul style="list-style-type: none"> <li>- tirage;</li> <li>- coût;</li> <li>- agence de conception;</li> <li>- graphisme;</li> <li>- rédacteur;</li> <li>- imprimeur;</li> <li>- distribution.</li> </ul>	4
4. Liste des voyages hors Québec depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2004 : ..... <ul style="list-style-type: none"> <li>- endroits et dates du départ et du retour;</li> <li>- but du voyage;</li> <li>- personnes rencontrées;</li> <li>- coûts</li> <li>- noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre);</li> <li>- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés.</li> </ul>	6
5. Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, lors de mission à l'étranger : ..... <ul style="list-style-type: none"> <li>- la liste des ententes signées et/ou annoncées;</li> <li>- les détails de ces ententes;</li> <li>- les résultats obtenus à ce jour;</li> <li>- les investissements annoncés.</li> </ul>	7
6. Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.....	8
7. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels : ..... <ul style="list-style-type: none"> <li>- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2004-2005 et les prévisions pour 2005-2006;</li> <li>- les firmes de publicité;</li> <li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes);</li> <li>- le but visé par chaque dépense.</li> </ul>	9

8. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent : ..... 11
  - liste et coût;
  - copie des soumissions;
  - copie du questionnaire et du résultat;
  - firme ayant obtenu le contrat.
9. Liste des études commandées, à l'extérieur ou à l'intérieur, durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande d'un ministère ou d'un organisme : ..... 12
  - liste et coût;
  - copie des soumissions;
  - copie des études;
  - firme ou individu ayant obtenu le mandat;
  - copie du contrat.
10. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2004-2005 : ..... 13
  - le nom du professionnel ou de la firme;
  - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - le coût;
  - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2004-2005 à une firme de relations publiques : ..... 26
  - le nom du professionnel ou de la firme;
  - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - le coût;
  - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
12. Pour le Cabinet ministériel, le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes : ..... 27
  - la photocopie;
  - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
  - les téléavertisseurs;
  - le mobilier de bureau;
  - les distributeurs d'eau de source;
  - le remboursement des frais de transport;
  - le remboursement des frais d'hébergement;
  - le remboursement des frais de repas;
  - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement : i) au Québec  
ii) à l'extérieur du Québec.
13. Pour la Commission, le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes : ..... 28
  - la photocopie;
  - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
  - les téléavertisseurs;
  - le mobilier de bureau;
  - les distributeurs d'eau de source;
  - le remboursement des frais de transport;
  - le remboursement des frais d'hébergement;
  - le remboursement des frais de repas;
  - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès,

des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou  
ressourcement : i) au Québec  
ii) à l'extérieur du Québec

14. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 :..... 29
  - pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.
15. À chacun des mois du dernier exercice budgétaire 2004-2005, pour chaque ministère et organisme et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :..... 30
  - nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
  - nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
  - nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
  - nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
16. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1<sup>er</sup> avril 2002 :..... 31
  - évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
  - évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
  - nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
  - nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
  - niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
  - nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.
17. La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :..... 32
  - l'emplacement de la location;
  - la superficie du local loué;
  - la superficie réellement occupée;
  - la superficie inoccupée;
  - le coût de location au mètre carré;
  - le coût total de ladite location;
  - les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - la durée du bail.

18.	Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2004-2005 et prévisions 2005-2006.....	33
19.	Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2004-2005 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :.....	34
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'emplacement de la location;</li> <li>- la superficie du local loué;</li> <li>- la superficie réellement occupée;</li> <li>- la superficie inoccupée;</li> <li>- le coût de location au mètre carré;</li> <li>- le coût total de ladite location;</li> <li>- les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;</li> <li>- la durée du bail;</li> <li>- le propriétaire et/ou le nom de la firme.</li> </ul>	
20.	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels du 1 <sup>er</sup> avril 2004 au 17 février 2005 et du 18 février 2005 à ce jour .....	35
21.	La liste du personnel du cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1 <sup>er</sup> avril 2004 en indiquant pour chaque individu :.....	36
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'entrée en fonction;</li> <li>- le titre de la fonction;</li> <li>- l'adresse du port d'attache;</li> <li>- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;</li> <li>- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;</li> <li>- la description de tâches;</li> <li>- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004;</li> <li>- le nombre total d'employés au cabinet;</li> <li>- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;</li> <li>- s'il a ou non signé les directives du premier ministre</li> </ul>	
22.	Liste des sommes d'argent versées en 2004-2005 à même le budget discrétionnaire :.....	37
	<ul style="list-style-type: none"> <li>i) du ministre;</li> <li>ii) du ministère ou de l'organisme, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom de l'organisme ou de la personne concernés;</li> <li>- la circonscription électorale;</li> <li>- le montant attribué;</li> <li>- le projet visé et le résultat.</li> </ul> </li> </ul>	
23.	La ventilation détaillée des budgets de dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2003-2004 et 2004-2005; pour chacun de ces programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.....	38
24.	Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :.....	39
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le poste initial;</li> <li>- le salaire;</li> <li>- le poste actuel, s'il y a lieu;</li> <li>- la date de la mise en disponibilité;</li> <li>- la prévision 2005-2006 et 2006-2007.</li> </ul>	

25.	Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2004-2005.....	40
26.	Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.....	41
27.	Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:..... - nom de la personne; - poste occupé; - salaire; - assignation initiale; - date de l'assignation hors structure; - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	42
28.	Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :..... - assignation initiale; - assignation actuelle; - salaire; - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	43
29.	Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :..... - assignation initiale; - assignation actuelle; - salaire; - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	44
30.	Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :..... - le salaire de la personne; - le montant reçu du régime de retraite.	45
31.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).....	46
32.	Liste de tous les abonnements du ministère ou de l'organisme et le coût de chacun :..... - services Internet d'information; - livres; - journaux; - magazines; - bulletins électroniques et/ou papiers; - clubs privés ou autres; - billets de saison; - etc.	49
33.	Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :..... - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; - les coûts de construction du site; - le coût de l'entretien et de la mise à jour; - qui est responsable du contenu sur le site; - quelle est la fréquence moyenne de mise à jour; - le nombre de visiteurs (hits) par mois;	50

-	combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?	
34.	Dépenses effectuées en 2004-2005 par chaque ministère ou organisme dans les technologies de l'information :..... a) téléphonie; b) matériel informatique; c) logiciels; d) programmation; e) formation.	51
35.	Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.....	52
36.	Une liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.....	53
37.	Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.....	54
38.	Toutes les études commandées en 2004-2005 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.....	55
39.	Les solutions proposées par chaque ministère ou organisme dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.....	56
40.	Pour chaque ministère et organisme, le cas échéant, le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail .....	57
41.	Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2004-2005 et ceux prévus pour 2005-2006.....	58
42.	Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.....	59
43.	Pour chaque ministère et organisme, le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.....	60
44.	Nominations, depuis le 1 <sup>er</sup> mai 2004, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs :..... - liste; - mandats; - contrats; - résultat du travail effectué; - échéances prévues; - sommes impliquées.	61
45.	Pour 2004-2005, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.....	62



46.	Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.....	63
47.	La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.....	64
48.	La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.....	65
49.	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2004-2005 :..... - nombre de refus; - nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt jours; - nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente jours.	66
50.	La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :..... - coûts; - nombre de ressources affectées; - nombre de rencontres; - nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.	67
51.	Pour chacun des ministères et organismes, le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2005.....	68
52.	Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2004-2005 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.....	69
53.	Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2005-2006 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.....	70
54.	La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaires, jetons de présence, etc.) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées.....	71
55.	La liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2004-2005.....	72
56.	Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires.....	73

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 1. COMPARAISON DES CRÉDITS 2004-2005 ET 2005-2006.

Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2004-2005 et 2005-2006 compte tenu des modifications administratives apportées lors du remaniement ministériel du 18 février 2005.

Veillez vous référer au Cahier explicatif des crédits du portefeuille du Travail transmis avec l'ensemble de la documentation de l'étude des crédits 2005-2006.

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 2. ORGANIGRAMME

Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.

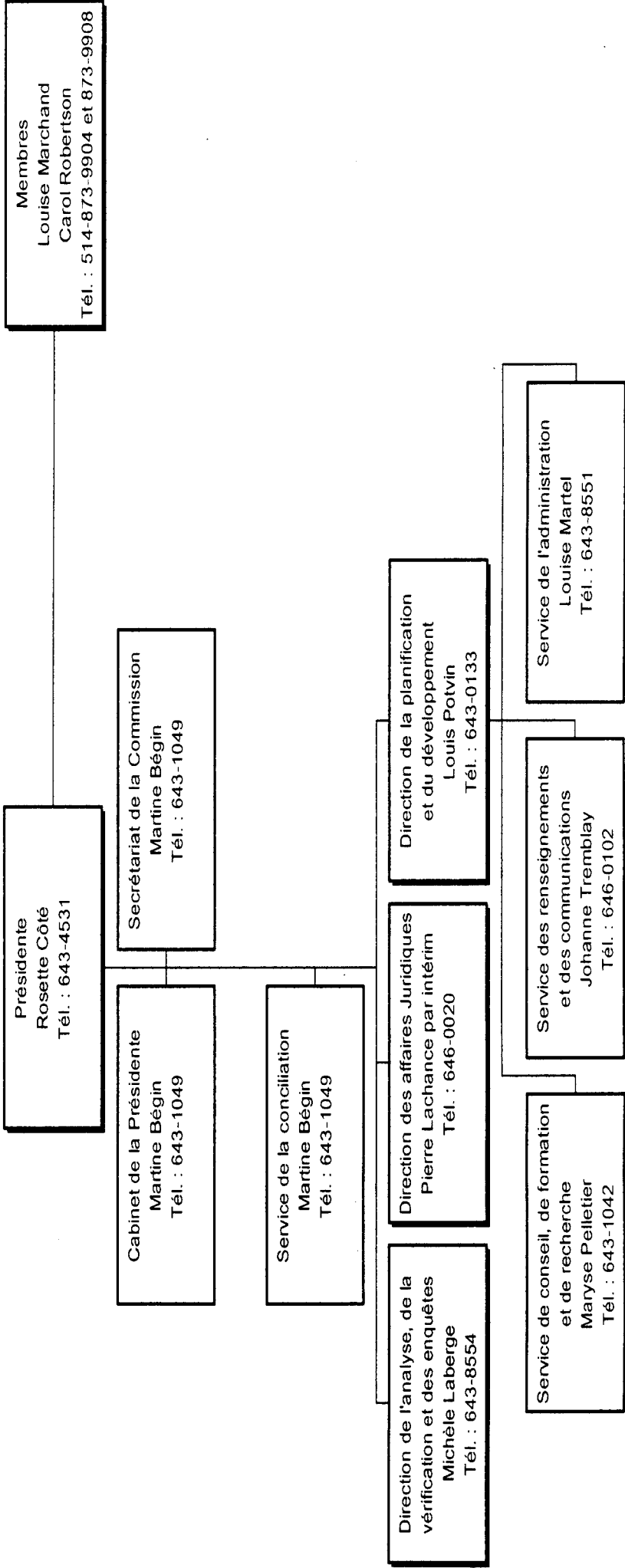
L'organigramme est présenté à la page suivante.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

ORGANIGRAMME  
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE



# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 3. PUBLICATIONS.

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services aux citoyens): - tirage; - coût; - agence de conception; - graphisme; - rédacteur; - imprimeur; - distribution.					
DOCUMENT	TIRAGE	COÛT TOTAL	AGENCE DE CONCEPTION GRAPHISME	IMPRIMEUR	DISTRIBUTION
Guide pour réaliser l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées, 2e édition, octobre 2003	2300	7 610 \$	Ose Design	Imprimerie Héon & Nadeau Ltée	2244
Commission de l'équité salariale - Rapport annuel de gestion 2003-2004	210	3 410 \$	Ose Design	Ose Design	162
Bulletin d'information de la Commission de l'équité salariale - octobre 2004	1000	1 180 \$	Ose Design	Transcontinental Québec	464
Bulletin d'information de la Commission de l'équité salariale - février 2005	650	1 291 \$	Ose Design	Transcontinental Québec	573
CD-ROM - Progiciel pour réaliser l'équité salariale, mai 2004 (version 1.6, Windows - mai 2004)	1400	3 280 \$	Ose Design	Contact Visuel	976
CD-ROM - Progiciel pour réaliser l'équité salariale, mai 2004 (version 1.6-1, Windows - mars 2005)	500	1 125 \$	Ose Design	Contact Visuel	Distribution faite en avril 2005
La conciliation en équité salariale une façon simple et rapide de régler les désaccords (dépliant)	3000	2 324 \$	Ose Design	Transcontinental Québec	1165
Vous voulez déposer une plainte (dépliant)	2000	2 332 \$	Ose Design	Transcontinental Québec	1074
Aide-mémoire - Progiciel pour réaliser l'équité salariale en un coup d'œil	1000	620 \$	Ose Design	CopieXpress	1766
Le progiciel de la commission de l'équité salariale. Un outil simple et convivial. (feuilleton accompagnant le progiciel)	2000	1 608 \$	Ose Design	Imprimerie Héon & Nadeau Ltée	726
				Ose Design	500
Relevez le défi de l'équité salariale	6000	2 672 \$	Ose Design	CopieXpress	1100
Take up the pay equity challenge ! (version anglaise de Relevez le défi de l'équité salariale !)	1600	1 260 \$	Ose Design	CopieXpress	100
Guide de formation pour le Progiciel pour réaliser l'équité salariale	1350	1 084 \$	Ose Design	CopieXpress	1100

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. PUBLICATIONS.

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services aux citoyens):					
<ul style="list-style-type: none"><li>- tirage;</li><li>- coût;</li><li>- agence de conception;</li><li>- graphisme;</li><li>- rédacteur;</li><li>- imprimeur;</li><li>- distribution.</li></ul>					
DOCUMENT	TIRAGE	COÛT	AGENCE DE CONCEPTION GRAPHISME	IMPRIMEUR	DISTRIBUTION
Le salaire a-t-il encore un sexe ? (brochure)	15000	8 550 \$	Caméléon Designer Inc.	Caméléon Designer Inc	Distribution faite en avril 2005
Reprographie de divers documents d'information déjà produits	2740	2 329 \$	Commission de l'équité salariale	Reprographie gouvernementale	1500
TOTAL		40 675 \$			
<p>*Rédaction faite à l'interne</p>					

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>er</sup> AVRIL 2004

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM DES PARTICIPANTS
		S/O		

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 5. MISSION À L'ÉTRANGER

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés.

**S/O**



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. VOYAGES EN AVION

Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.
S/O

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 7. DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS.

<b>Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :</b> - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2004-2005 et les prévisions pour 2005-2006; - firmes de publicité; - mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; - le but visé par chaque dépense.			
- Sommes dépensées en 2004-2005 :		72 355 \$	
- Firmes de publicité :		Aucune	
- Mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) :			
Le mode d'octroi des contrats est par contrat négocié.			
- Le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes :			
Voir tableau ci-dessous			
- Le but visé par chaque dépense : 1) Pour informer les employeurs 2) Pour informer les travailleuses (voir tableaux ci-dessous)			
<b>1) Pour informer les employeurs</b>			
<b>Titre</b>	<b>Type</b>	<b>Fournisseur</b>	<b>Coût</b>
Le progiciel de la Commission de l'équité salariale	Publicité	L'Entre Nous (média)	490 \$
La Commission de l'équité salariale peut vous aider	Publicité	Merlicom (cahier du participant – Colloque Diversité, équité salariale et équité en emploi) (média)	403 \$
Carton satisfaction clientèle	Promotion	Les Impressions Gauvin & Arbour (impression)	495 \$
Bloc-notes	Promotion	L.G. Chabot (impression)	3 034 \$
Couverture et endos pour le guide de formation pour le Progiciel pour réaliser l'équité salariale	Promotion	L.G. Chabot (impression)	2 527 \$
Boîtiers cartonnés pour le Progiciel pour réaliser l'équité salariale	Promotion	L.G. Chabot (impression)	2 999 \$

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 7. DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS.

<b>Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :</b> - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2004-2005 et les prévisions pour 2005-2006; - firmes de publicité; - mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; - le but visé par chaque dépense.			
<b>2) Pour informer les travailleuses</b>			
<b>Titre</b>	<b>Type</b>	<b>Fournisseur</b>	<b>Coût</b>
25 ans au service des Québécoises	Publicité	Gazette des femmes (média)	1 900 \$
		Ose Design (graphisme)	650 \$
Un outil pour réaliser l'équité salariale	Publicité	Journal économique de Québec (média)	1 100 \$
Relevez le défi de l'équité salariale	Publicité	Gazette des femmes (média)	3 800 \$
		Ose Design (graphisme)	1 995 \$
Mon Emploi l'exige	Publicité	7 Jours – Le Lundi – Dernière Heure (médias)	12 000 \$
		Parenthèses Communications (plan média et graphisme)	3 700 \$
Mon Emploi l'exige (1 <sup>ière</sup> parution)	Publicité	Journal de Québec (média)	5 580 \$
Mon Emploi l'exige (1 <sup>ière</sup> parution)	Publicité	Journal de Montréal (média)	12 005 \$
L'équité salariale, changer les règles du jeu	Publicité	Le Devoir (cahier Journée internationale des femmes) (média)	639 \$
Mon Emploi l'exige (2 <sup>ième</sup> parution)	Publicité	Journal de Montréal (média)	12 005 \$
Mon Emploi l'exige (2 <sup>ième</sup> parution)	Publicité	Journal de Québec (média)	5 580 \$
Mon Emploi l'exige	Publicité	Voir Québec (média)	1 453 \$
		<b>TOTAL</b>	<b>72 355 \$</b>

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 8. SONDAGES ET GROUPES DE DISCUSSIONS EFFECTUÉS À LA DEMANDE DES CABINETS, DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, MINISTÈRES OU ORGANISMES, SOCIÉTÉS, RÉGIES ET COMMISSIONS

Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie du questionnaire et du résultat;
- firme ayant obtenu le contrat.

Léger Marketing

Fournir des services reliés à la préparation et à la réalisation d'un sondage téléphonique sur l'état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale dans les entreprises de 10 salariés et plus.

Coût : 24 900 \$

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 9. ÉTUDES COMMANDÉES DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2004-2005

Liste des études commandées, à l'intérieur ou à l'extérieur, durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande du ministère ou de l'organisme :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie des études;
- firme ou individu ayant obtenu le mandat;
- copie du contrat.

##### ÉDUCONSEIL

Spécialiste de la recherche en éducation inc.

Réaliser une analyse documentaire visant la *Loi sur l'équité salariale* et le Journal des débats en vue du Rapport 2006.

Coût : 24 900 \$

##### Louise Savard

Réaliser une analyse documentaire des médias écrit et la *Loi sur l'équité salariale* en vue du Rapport 2006 .

Coût : 23 750 \$

---

**Total : 48 650 \$**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.A LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005 EN INDIQUANT : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li><li>- le mandat et le résultat (rapport ou document final);</li><li>- le coût;</li><li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li><li>- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li></ul>		
CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Gestion Carrières (Québec) inc.	Établir une liste de candidats correspondant le mieux aux profils d'enquêteur et de formateur et ce, à partir d'une liste de déclaration d'aptitudes bâtie par la Commission.	15 000 \$
R3D Information et Technologie inc.	Fournir des services de conseil à la planification et à l'organisation de projets, particulièrement pour le Rapport 2006, pour la planification opérationnelle découlant de la planification stratégique ainsi que pour définir une approche de gestion par projet à la Commission.	24 150 \$
Université Laval	Formation : Pour améliorer mes présentations orales.	5 229 \$
École d'administration publique (ENAP)	Formation : Préparation et rédaction des attentes signifiées.	1 366 \$
École d'administration publique (ENAP)	Préparation et animation d'une journée portant sur « L'implantation de changements organisationnels ».	3 300 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.A LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005		
CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION (suite)		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Christiane Côté	Conférence : Les relations interpersonnelles au travail.	1 600 \$
Musée National des beaux-arts du Québec	Location d'une salle pour la tenue d'une réunion et d'une conférence.	1 698 \$
Drake International inc.	Remplacement d'une téléphoniste-réceptionniste.	4 320 \$
Les Productions Marleb inc.	Conférence sur la mobilisation des équipes de travail.	2 740 \$
Atelier des sourds du Québec	Achat et installation d'armoires de rangement pour la salle de serveurs.	4 282 \$
Barreau du Québec	Cotisations au barreau des juristes de la Commission.	8 204 \$
CFG (Consultants-formation et gestion)	Formation : Supervision opérationnelle.	1 020 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.A LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005		
CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION (suite)		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Comité consultatif de la gestion du personnel au Gouvernement du Québec (CCGP)	Contribution annuelle au CCGP pour 2005.	1 200 \$
Conférence des Juristes de l'État	Conférence : Le Juriste de l'État au centre de nouveaux enjeux.	1 375 \$
CRISP – Conseil des responsables de l'informatique du secteur public	Cotisation annuelle.	1 500 \$
DEVCORP	Construire un nouveau bureau fermé incluant la ventilation.	9 585 \$
DEVCORP	Effectuer divers travaux de réaménagement.	2 880 \$
DEVCORP	Nettoyer les cloisons de tissus.	1 690 \$
Groupe CFC	Formation : L'art d'être leader.	1 564 \$



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.A LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005		
CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION (suite)		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
L'Institut Canadien	Conférence : Droit du Travail.	3 597 \$
Minolta Québec	Renouvellement location de photocopieur pour une période de 36 mois.	4 068 \$
Paradis, Lemieux, Francis, Avocats	Formation : Rédaction des décisions.	3 000 \$
Le Spécialiste du stylo papeterie inc.	Achats de rayonnages industriels.	2 376 \$
Teknion Roy & Breton inc.	Achat de panneaux pour aménagement à la réception.	6 272 \$
Transport Inter Bourg	Effectuer divers travaux d'aménagement.	4 037 \$
Vandec Communication	Achat de casques d'écoute et d'amplificateurs.	3 940 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.A LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005		
CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Via Rail Canada	Achats de billets de train Montréal/Québec.	20 793 \$
Sous-total Administration		140 786 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

<b>10.B LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005 EN INDIQUANT :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li><li>- le mandat et le résultat (rapport ou document final);</li><li>- le coût;</li><li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li><li>- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li></ul>		
CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Ose Design inc.	Production du rapport annuel de gestion de la Commission 2003-2004.	3 500 \$
Ose Design inc.	Conception et production de panneaux grands formats.	1 425 \$
Ose Design inc.	Conception et production du dépliant « Conciliation ».	1 250 \$
Ose Design inc.	Conception et production du dépliant "Vous voulez déposer une plainte".	1 550 \$
Caméléon Designer inc.	Conception et production d'un document d'information destiné à sensibiliser à l'équité salariale les jeunes finissantes du niveau collégial et universitaire.	15 000 \$
Ose Design inc.	Production du rapport annuel de gestion de la Commission 2004-2005, la Déclaration de services au citoyen et le document de planification stratégique.	7 350 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.B LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005		
CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS (suite)		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Caméléon Designer inc.	Fournir des services reliés à la prise de photos de personnes pour fins d'illustration de la catégorie d'emplois à prédominance féminine pour publication dans différents documents de la Commission.	6 000 \$
Ose Design inc.	Conception, production et impression d'un encart dans la Gazette des femmes.	1 995 \$
Technicolor services créatifs Canada inc.	Procéder à la mise à jour audio et vidéo de la production réalisée en 2001 pour le compte de la Commission.	6 230 \$
Ose Design inc.	Conception, production et impression du document intitulé « Une autre façon de voir le travail ».	1 245 \$
Ose Design inc.	Production graphique et impression de l'info-équité « L'équité salariale dans les entreprises où il n'existe pas de comparateur masculin ».	2 820 \$
Parenthèses Communications inc.	Préparation d'un plan médias et réalisation d'un concept publicitaire d'une page couleur visant à sensibiliser les travailleuses non syndiquées au concept d'équité salariale.	4 000 \$
Ose Design inc.	Conception et production du document « Calcul des ajustements salariaux en situation d'étalement ».	1 750 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.B LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005		
CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS (suite)		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Le Conseil québécois du commerce de détail (CQCV)	Location d'un espace d'exposition au Congrès du commerce au détail.	3 500 \$
Contact Visuel	Duplication du CD-ROM relié au Progiel.	4 446 \$
CopiExpress	Divers travaux d'impression (Guide pour réaliser l'équité salariale et document « Relevez le défi de l'équité salariale »).	3 167 \$
Imprimerie Héon & Nadeau	Duplication de la brochure « Guide pour réaliser l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées ».	5 492 \$
Imprimerie Transcontinental	Duplication du dépliant sur la conciliation.	1 074 \$
Imprimerie Joseph Clermont inc.	Duplication de pochettes et montage.	1 293 \$
L.G. Chabot inc	Divers travaux d'impression (couvertures, bloc-notes, pochettes).	13 047 \$

10.B LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005		
CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
National Event	Location d'un espace d'exposition au Salon National de la Femme.	1 555 \$
Pierre St-Laurent	Traduction du « Guide pour réaliser l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées ».	1 535 \$
	Sous-total Communications	89 224 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.C LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005 EN INDIQUANT : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li><li>- le mandat et le résultat (rapport ou document final);</li><li>- le coût;</li><li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li><li>- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li></ul>		
CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Sofitech inc.	Participer à l'évolution et à l'entretien du Progiciel désigné sous le nom « Réaliser l'équité salariale » et des systèmes informatiques de la Commission.	24 900 \$
Groupe CMI inc.	Participer à l'évolution et à l'entretien du Progiciel désigné sous le nom « Réaliser l'équité salariale » et des systèmes informatiques de la Commission.	21 000 \$
Groupe SDI inc.	Offrir le support informatique à la Commission pour la période estivale.	1 000 \$
AGIR inc. (Agence gestion informatique et recherche)	Achat de licences NatQuest Pro (Outil de recherche textuelle).	4 575 \$
Computer Média Group	Achats de cartouches d'encre.	5 710 \$
Grandite	Achat du logiciel Silverrun (Logiciel de modélisation de base de données).	2 500 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.C LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005		
CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Informatique EBR	Achats d'équipements informatiques (serveur, écrans, portable, souris, scanner, etc.)	8 528 \$
Lexmark Canada inc.	Achat d'une imprimante couleur.	2 054 \$
LQT Systems	Achat d'une solution de sécurité réseau.	6 919 \$
Les Ordinateurs Prosys-Tec inc.	Achats d'ordinateurs.	20 542 \$
Sous-total Informatique		97 728 \$



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.D LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005 EN INDIQUANT :			
<div><ul style="list-style-type: none"><li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li><li>- le mandat et le résultat (rapport ou document final);</li><li>- le coût;</li><li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li><li>- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li></ul></div>			
CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DE TRAVAIL (MISSION)			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT	
Curzi & Associés inc.	Fournir des services de consultant en conciliation dans le cadre de l'application de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> .	24 900 \$	
André La Rue & Associés	Formation : Évaluation des emplois / Équité salariale.	8 000 \$	
ÉduConseil, Spécialistes de la recherche en éducation inc.	Réaliser une analyse documentaire visant la <i>Loi sur l'équité salariale</i> et le Journal des débats en vue du Rapport 2006.	24 900 \$	
Louise Savard	Réaliser une analyse documentaire des médias écrits et la <i>Loi sur l'équité salariale</i> en vue du Rapport 2006.	23 750 \$	
Léger Marketing	Préparation et réalisation d'un sondage téléphonique sur l'état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale dans les entreprises québécoises de 10 salariés et plus.	24 900 \$	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.D LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005			
CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DE TRAVAIL (MISSION) (suite)			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT	
Le Cabinet de Relations publiques National	Réaliser un audit de perception auprès d'employeurs pour le compte de la Commission de l'équité salariale.	24 500 \$	
Ose Design inc.	Réaliser l'ensemble des travaux de graphisme reliés à la journée de l'équité salariale du 18 novembre 2004.	10 000 \$	
Best Western Ville-Marie	Logistique dans le cadre de la Journée de l'Équité (location de salles, de matériels, etc.)	9 392 \$	
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)	Participation à la Table ronde sur les incidences des décisions 2004 dans le cadre de la Journée de l'Équité.	1 500 \$	
Sono Vidéo inc.	Location d'équipement audiovisuel incluant les services de 2 techniciens pour la Journée de l'Équité.	6 265 \$	
Sous-total Relations de travail		158 107 \$	
TOTAL		485 845 \$	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

<div>11. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OU DE PLUS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005 À UNE FIRME DE RELATIONS PUBLIQUES EN INDIQUANT :<ul style="list-style-type: none"><li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li><li>- le mandat et le résultat (rapport ou document final);</li><li>- le coût;</li><li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li><li>- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li></ul></div>
La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 10.

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2004-2005, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

Le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
  - i. au Québec
  - ii. à l'extérieur du Québec.

**S/O**

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 13. POUR LA COMMISSION, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2004-2005, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

<b>Le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la photocopie;</li> <li>- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;</li> <li>- les téléavertisseurs;</li> <li>- le mobilier de bureau;</li> <li>- les distributeurs d'eau de source;</li> <li>- le remboursement des frais de transport;</li> <li>- le remboursement des frais d'hébergement;</li> <li>- le remboursement des frais de repas;</li> <li>- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> <li>i. au Québec</li> <li>ii. à l'extérieur du Québec.</li> </ul> </li> </ul>	
Dépenses de photocopie	13 977 \$
Dépenses de téléphonie cellulaire et coût d'utilisation	5 275 \$
Dépenses de téléavertisseurs	S/O
Dépenses de mobilier de bureau	27 762 \$
Dépenses de distributeurs d'eau de source	1 124 \$
Dépenses de frais de déplacement : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Transport</li> <li>➤ Hébergement</li> <li>➤ Frais de repas</li> </ul>	57 194 \$ 21 792 \$ 20 426 \$
Dépenses applicables à des congrès, colloques et sessions de type perfectionnement : <ul style="list-style-type: none"> <li>i. au Québec</li> <li>ii. à l'extérieur du Québec</li> </ul>	59 390 \$ 0 \$
<b>TOTAL :</b>	<b>206 940 \$</b>

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. NOMBRE ET RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, DES ANGLOPHONES, DES AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI, POUR L'EXERCICE FINANCIER 2004-2005.

TRANCHES D'ÂGE : a) moins de 35 ans  
b) 35 ans et plus

CATÉGORIES D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN		PERSONNEL FÉMININ		PERSONNEL HANDICAPÉ		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%
Hors-cadres - 35 ans + 35 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	3	4,7	-	-	-	-	-	-	-	-
Cadres - 35 ans + 35 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2	3,1	1	1,6	-	-	-	-	-	-	-	-
Professionnels - 35 ans + 35 ans	3	4,7	7	10,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	12	18,7	16	25,0	-	-	-	-	-	-	2	3,1
PBTA - 35 ans + 35 ans	-	-	4	6,3	-	-	-	-	-	-	1	1,6
	3	4,7	13	20,3	-	-	1	1,6	-	-	-	-
TOTAL	20	31,2	44	68,8	-	-	1	1,6	-	-	3	4,7

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DE CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. À CHACUN DES MOIS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2004-2005, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME ET CE, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): A) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL; B) NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.); C) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL; D) NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE.

	CONGÉS DE MALADIE						VACANCES (JOURS)						TEMPS SUPPLÉMENTAIRE (HEURES)											
													RÉALISÉES				PAYÉES				COMPENSÉES			
	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.			
AVRIL		57	8.5		1	13	18						71.30	35.00			7.00	9.25			64.30	25.75		
MAI	14	47	29		7	13.5	10.5						145.75	26.33			9.00	16.50			136.75	9.83		
JUN	22	39.5	36.5			53	42						108.25	15.25			6.00	8.75			102.25	6.50		
JUILLET	22	24.5	27.5		0.5	189.5	102						13.50	9.50			0.00	9.50			13.50	0		
AOÛT	22	26.5	27		15	284.5	118						20.25	5.50			11.50	5.50			8.75	0		
SEPTEMBRE	22	24	20			31	13.5						80.91	31.00			10.50	15.50			70.41	15.50		
OCTOBRE	21	14.5	15.5		1	13.5	24						87.29	30.66			3.00	16.50			84.29	14.16		
NOVEMBRE	11	25.5	15		7	13.5	1						170.25	37.25			23.75	23.25			146.50	14.00		
DÉCEMBRE	1	48.5	15.5		2	39	30.5						41.65	3.50			0.00	3.50			41.65	0		
JANVIER	2.5	36.5	9.5		6	37.5	23						69.45	19.00			13.75	17.25			55.70	1.75		
FÉVRIER	7	33.5	11.5			8.5	16.5						85.00	121.00			57.75	72.25			27.25	48.75		
MARS	23	41	4.5		1	9.5	10						51.33	11.25			6.00	9.50			45.33	1.75		
TOTAL	167.5	410	220		40.5	706	409						944.93	345.24			148.25	207.25			796.68	137.99		

D) NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE : AUCUNE

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 16. ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL.

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1<sup>er</sup> avril 2002 :

- a) Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- d) Nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- f) Nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.



## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

##### 17. BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIQ.

La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère des Services gouvernementaux et ce, pour tous les ministères et organismes.

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

##### 18. BAUX AUXQUELS LA SIQ A MIS FIN.

**La liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2004-2005 et prévisions 2005-2006.**

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère des Services gouvernementaux et ce, pour tous les ministères et organismes.

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

##### 19. FIRMES DE QUI SONT LOUÉS DES ESPACES.

Mis à part la SIQ, la liste des firmes en 2004-2005, de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire et/ou le nom de la firme.

**S/O**

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 20. COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS ET DANS LEUR BUREAU DE CIRCONSCRIPTION.

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1<sup>er</sup> avril 2004 au 17 février 2005 et du 18 février 2005 à ce jour.

**S/O**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2004

La liste du personnel du cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1 <sup>er</sup> avril 2004 en indiquant pour chaque individu :				
NOM	ENTRÉE EN FONCTION	TITRE DE FONCTION	PORT D'ATTACHE	MEMBRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
		S/O		

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

22. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

Liste des sommes d'argent versées en 2004-2005 à même le budget discrétionnaire :

- i. du ministre;
- ii. du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
  - le nom de l'organisme ou de la personne concerné;
  - la circonscription électorale;
  - le montant attribué;
  - le projet visé et le résultat.

S/O

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 23. DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN 2003-2004 et 2004-2005

La ventilation détaillée des budgets de dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2003-2004 et 2004-2005; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

**S/O**

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 24. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES D'EMPLOI

Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- la prévision 2005-2006 et 2006-2007.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.



**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**25. OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIE D'ÂGE.**

**Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2004-2005.**

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

##### 26. MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE POUR EFFECTUER LA PLANIFICATION DES DÉPARTS À LA RETRAITE, DES EMBAUCHES ET DU RENOUELEMENT DES CONTRATS D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS

Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 27. PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIES D'EMPLOI

Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

- |                                     |   |
|-------------------------------------|---|
| - Nom de la personne :              | Richard Beaulieu                            |
| - Poste occupé :                    | Cadre 3 au Secrétariat du Conseil du trésor |
| - Date de l'assignation :           | 8 janvier 2005                              |
| - Date de la fin de l'assignation : | 8 janvier 2006                              |

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

28. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES.

Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

29. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE

Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 30. PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI RECEVANT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION.

Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- le salaire de la personne;
- le montant reçu du régime de retraite.

S/O

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 31. MATÉRIEL INFORMATIQUE.

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).				
Matériel	Modèle	Année d'acquisition	Nombre	Coût
Ordinateurs	Mycomp	1997	3	
Ordinateurs	IBM 300 XL	1997	9	
Ordinateurs portatifs	IBM Thinkpad	1997	3	
Interfaces	Interfaces	1997	2	
Carte réseau	Carte réseau Xircom	1997	1	
Licences	Logiciel Intranet Ware	1997	30	
Licences	Logiciel Manage Wise	1997	30	
Licences	Logiciel Groupe Wise	1997	30	
Ordinateurs	IBM 300GL	1998	9	
Ordinateurs	IC011 266	1998	4	
Tape back up	Tape back up Dat 8	1998	1	
UPS	UPS Oneac 600	1998	1	
Tape back up	Tape back up Dat 4	1998	1	
UPS	UPS Oneac 400	1998	1	
Carte	SDLC EICON P92 PCI	1998	1	
Scanner	AGFA Sanpscan	1998	1	
Modem externe	GVC 56K	1998	1	
Divers logiciels		1998		
Licences	Office Pro 97	1998	16	
Ordinateurs	Seanix TCO11 333	1999	5	
Imprimante	Lexmark E+	1999	1	
Serveur	Compaq Proliant 1600	1999	1	
Module pour imprimante	Lexmark Optra S	1999	1	
Mémoire pour imprimante laser	11 P HP	1999	1	
Projecteur	Data/vidéo Sony	1999	1	
Ordinateur portable	Toshiba Tecra 8000	1999	1	
Ordinateurs	Seanix TCO BX-350	1999	1	
Hub	Stockable Hub Express 220T	1999	1	
Ordinateur portable	Toshiba satellite	2000	1	
Projecteur data/vidéo	Sony VPLCS1	2000	1	
Commutateur	Commutateur Intel 24 ports	2000	1	

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 31. MATÉRIEL INFORMATIQUE.

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).				
Matériel	Modèle	Année d'acquisition	Nombre	Coût
Ordinateur portable	Toshiba satellite	2000	1	
Logiciel	Folio Builder 4.22	2000	1	
Projecteur data/vidéo	Sony VPLCS1	2000	1	
Logiciel	Gestion virtuelle centre d'archive	2000	1	
Licence	Licence Filemaker Pro Unlimited	2000	1	
Ordinateur	Intel P111800 133mhz	2001	1	
Ordinateur	Intel Celeron 700mhz	2001	1	
Backup	Backup HP Surestore DAT401	2001	1	
Ordinateurs	PCProsys	2001	8	
Ordinateurs	PC Prosys	2001	7	
Imprimante	Lexmark Optra	2001	1	
Arc serveur 2000	Advance Edition	2001	1	
Imprimante	Lexmark T522TN	2001	1	
Licence	File Maker Pro 5.5	2001	10	
Carte	SCSI Adaptec 2100 S + câble	2001	1	
Licences	Ghost Corp. 7.5	2002	72	
Licences	Antivirus 8.5	2002	14	
Licences	Antvirus M.A.J.	2002	61	
Licence	Exchange Server	2002	1	
Licences	Office XP pro fr.	2002	4	
Licences	Client Exchange	2002	16	
Licences	Agent Arcserve	2002	3	
Licences	Dreamweaver fr.	2002	2	
Imprimante	Lexmark 750DN	2002	1	
Moniteurs	LG 17 po	2002	51	
Ordinateurs	Prosys	2002	3	
Ordinateurs	Dell portable	2002	3	
Serveur	Upgrade	2002	1	
Imprimante	Lexmark T630 DTTN	2003	1	
Ordinateur	DELL portable	2003	1	
Ordinateurs	Ultra LSC-2200 Céléron	2003	15	
Serveur	IBM X235	2003	1	
Projecteur	Hitachi CP-X328W	2003	1	
Licences/Logiciels	SQL et Application Center 2000	2003	2	



# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 31. MATÉRIEL INFORMATIQUE.

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).				
Matériel	Modèle	Année d'acquisition	Nombre	Coût
Licences/Logiciels	Vstudio.net	2003	1	
Licences/Logiciels	Windows server	2003	1	
Licences/Logiciels	CRYSTAL REPORT	2003	1	
Licences/Logiciels	NatQuest Pro	2003	1	
Équipements	Batterie, Commutateur	2003	2	
Licences/Logiciels	Filemaker pro	2004	1	650 \$
Licences/Logiciel	PDF suite	2004	1	80 \$
Licences/Logiciel	Microsft Project	2004	1	496 \$
Licences/Logiciel	Dameware NT Utilities Lic.	2004	1	299 \$
Licences/Logiciel	Simantec antivirus	2004	1	1 165 \$
Licences/Logiciel	Natquest Pro	2004	12	4 575 \$
Licences/Logiciel	Solution de sécurité réseau	2004	1	6 919 \$
Licences/Logiciel	Silverrun	2004	1	2 500 \$
			Sous-total	16 684 \$
Matériel	Commutateurs Power bar, Scanner Switch KVM	2004	1	1 000 \$
Moniteurs	Moniteurs Écran plat	2004	2	1 100 \$
Imprimante	Imprimante Epson	2004	1	175 \$
Palm	Palm Tungsten et accessoires	2004	1	534 \$
Serveur	Serveur IBM	2004	1	2 992 \$
Portable	Portable	2004	1	2 658 \$
Imprimante	Imprimante couleur Lexmark	2004	1	2 054 \$
Ordinateurs	Ordinateurs Ultra GBF2800	2004	2	1 710 \$
Ordinateurs	Ordinateurs Ultra GBF2800	2004	14	11 984 \$
Ordinateurs	Ordinateurs Ultra GBF2800	2004	8	6 848 \$
			Sous-total	31 055 \$
			<b>TOTAL</b>	<b>47 739 \$</b>

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 32. ABONNEMENTS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME ET LE COÛT.

Liste de tous les abonnements du ministère ou organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- services Internet d'information;
- livres;
- journaux;
- magazines;
- bulletins électroniques et/ou papiers;
- clubs privés ou autres;
- billets de saison;
- etc.

Accès à l'information – Loi annotée envois # 5 et 6	170 \$
Accès à l'information express	130 \$
Accès Q479 (MAJ 2004)	202 \$
Accès REJB	495 \$
Charte canadienne des droits & libertés ( # 11)	141 \$
Chartes des droits de la personne	86 \$
Code civil du Québec (2 copies)	96 \$
Code civil du Québec et Code de procédure civile (MAJ)	65 \$
Code de procédure civile	48 \$
Code du travail (MAJ)	20 \$
Code du travail	48 \$
Droits de la personne et les relations du travail (envoi # 15)	54 \$
Éthique Publique	50 \$
Formulaire de procédure civil (MAJ # 1 et 2)	78 \$
Gazette des femmes	10 \$
Gazette Officielle	195 \$
Infopresse	89 \$
Journal de Montréal	135 \$
Journal de Québec	159 \$
Journal Les affaires	60 \$
L'Actualité	32 \$
La Presse Ltée - Montréal	140 \$
La Presse Ltée - Québec	140 \$
Le Devoir – Montréal	174 \$
Le Devoir – Québec	174 \$
Le Soleil – Montréal	313 \$
Le Soleil – Québec	144 \$
Lois du travail (MAJ + 3 copies)	318 \$
Lois refondues (MAJ # 70 et 71)	471 \$
Moteur de recherche site Internet (Fonds de l'information gouvernementale)	1 000 \$
Québec dans le monde	100 \$
Revue relations industrielles	100 \$
Socan (Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique)	99 \$
The Gazette – Montréal	203 \$
The Gazette – Québec	237 \$
Tribunaux administratifs du Québec – Envoi # 5 - 2004	101 \$
Windows & Net Magazine	177 \$

**TOTAL 6 254 \$**



## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 34. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2004-2005 DANS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION.

Dépenses effectuées en 2004-2005 par chaque ministère ou organisme dans les technologies de l'information :

- a) téléphonie;
- b) matériel informatique;
- c) logiciels;
- d) programmation;
- e) formation.

a)	Téléphonie :	3 940 \$
b)	Matériel informatique :	31 055 \$
c)	Logiciels :	16 684 \$
d)	Programmation :	56 719 \$
e)	Formation :	2 210 \$

---

Total :	110 608 \$
---------	------------

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 35. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX RELATIFS À L'ÉQUITÉ SALARIALE

Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**36. CONTRATS OCTROYÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT.**

**Une liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.**

**S/O**

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**37. SONDAGES COMMANDÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT.**

Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.

**S/O**

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 38. ÉTUDES COMMANDÉES EN 2004-2005 SUR LA PRIVATISATION OU L'IMPARTITION DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX.

Toutes les études commandées en 2004-2005 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.

**S/O**



## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 39. SOLUTIONS PROPOSÉES DANS LE CADRE DES TRAVAUX PORTANT SUR LA RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT À LA DEMANDE DU CONSEIL EXÉCUTIF, DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DES COMITÉS FORMÉS PAR LE GOUVERNEMENT

Les solutions proposées par chaque ministère ou organisme dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 40. NOMBRE DE RÉUNIONS DES COMITÉS MINISTÉRIELS SUR L'ORGANISATION DU TRAVAIL.

Pour chaque ministère et organisme, le cas échéant, le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 41. SÉCURITÉ DES MINISTÈRES

Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2004-2005 et ceux prévus en 2005-2006.

S/O

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

42. MODIFICATION À UNE DIRECTIVE EXISTANTE OU TOUTE NOUVELLE DIRECTIVE CONCERNANT LA CIRCULATION ET LA CONFIDENTIALITÉ DE L'INFORMATION.

Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

43. GRIEFS FORMULÉS VISANT LES POLITIQUES RELATIVES À LA CONFIDENTIALITÉ.

Pour chaque ministère et organisme, le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 44. NOMINATIONS, DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> MAI 2004, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS.

Nominations, depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs :

- liste;
- mandats;
- contrats;
- résultat du travail effectué;
- échéances prévues;
- sommes impliquées.

**S/O**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

45. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2004-2005 POUR LES TOURNÉES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC.

Pour 2004-2005, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

S/O

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

46. MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2004-2005 ET PRÉVISIONS POUR 2005-2006 POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIEL POUR LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE, LES CONTRATS OCTROYÉS, LES ÉCHÉANCES PRÉVUES

Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

La réponse est incluse dans la réponse à la question no 33.



**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**47. AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYING**

**La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.**

**S/O**

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 48. AVIS DEMANDÉS À LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 49. NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME POUR 2004-2005

**Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2004-2005 :**

- nombre de refus
- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt jours;
- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente jours.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

50. MANDATS CONFIÉS À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES

La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- coûts;
- nombre de ressources affectées;
- nombre de rencontres;
- nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

S/O

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 51. NOMBRE D'ETC AUTORISÉ ET NON COMBLÉ DEPUIS FÉVRIER 2005

Pour chacun des ministères et organismes, le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2005.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

##### 52. Montant des cibles de compressions pour fermer l'année 2004-2005

Pour chaque ministère, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2004-2005 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 53. CIBLES DE COMPRESSIONS POUR FERMER L'ANNÉE 2005-2006 ET MESURES PRISES POUR ATTEINDRE CES CIBLES

Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2005-2006 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

54. LISTE DES NOMINATIONS EFFECTUÉES PAR CHAQUE MEMBRE DU  
CONSEIL DES MINISTRES

La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc.) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées.

S/O



# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

## 55. MONTANTS VERSÉS À DES TRAITEURS EN 2004-2005.

[illegible]

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

- 56. COPIE DES PARTIES ACCESSIBLES AU PUBLIC DE TOUS LES MÉMOIRES AU CONSEIL DES MINISTRES QUI ONT UNE INCIDENCE SUR LES CRÉDITS BUDGÉTAIRES**

**Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires.**

**S/O**

---

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 2005-2006

---

---

**Demande de renseignements particuliers**



# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

#### TABLE DES MATIÈRES

	Page
15. Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission par année depuis sa création...	1
16. État de réalisation et des travaux en cours de la Commission.....	2
17. Depuis la création de la Commission, sommes investies en publicité, ventilation par année et par type de médias.....	4
18. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la <i>Loi sur l'équité salariale</i> .....	5
19. Nombre de décisions rendues par la Commission à ce jour et nature des décisions.....	7
20. Nombre d'autorisations données en 2004-2005 à des employeurs d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient.....	8
21. Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale.....	9
22. Nombre de plaintes déposées à la Commission en vertu de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> , aperçu des plaintes et état d'avancement de celles-ci.....	10
23. Nombre d'amendes données par la Commission en vertu du chap. VIII de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> , ventilation par montant des amendes, types d'infraction, secteur d'activités des employeurs.....	12
24. Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones).....	13

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 15. LISTE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION PAR ANNÉE DEPUIS SA CRÉATION.

Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission par année depuis sa création.				
EXERCICE	TRAITEMENTS	AUTRES DÉPENSES*	DÉPENSES TOTALES	IMMOBILISATIONS
1997-1998	768 200 \$	707 000 \$	1 475 200 \$	
1998-1999	1 719 314 \$	884 630 \$	2 603 944 \$	
1999-2000	2 522 234 \$	928 778 \$*	3 451 012 \$	13 258 \$
2000-2001	2 747 660 \$	1 305 361 \$*	4 053 021 \$	197 741 \$
2001-2002	2 860 921 \$	2 324 771 \$*	5 185 692 \$	69 974 \$
2002-2003	3 201 141 \$	1 879 853 \$*	5 080 994 \$	20 290 \$
2003-2004	3 916 605 \$	1 286 650 \$*	5 203 255 \$	106 116 \$
2004-2005	4 076 028 \$	1 390 467 \$*	5 466 495 \$	56 881 \$
<b>TOTAL</b>	<b>21 812 103 \$</b>	<b>10 707 510 \$</b>	<b>32 519 613 \$</b>	<b>464 260 \$</b>
* Inclus les dépenses d'amortissement				

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 16. ÉTAT DE RÉALISATION ET DES TRAVAUX EN COURS DE LA COMMISSION

##### 16) État de réalisation et des travaux en cours de la Commission

###### SECRÉTARIAT DE LA COMMISSION

###### Activités relatives au Secrétariat de la Commission / Rôle décisionnel de la Commission

- Coordination, soutien et suivi de 24 séances de la Commission;
- Traitement de la correspondance courante adressée à la Commission;
- Tenue et suivi d'une rencontre du Comité de consultation sur le projet de table des matières du rapport sur la mise en œuvre de la Loi prévu pour 2006;
- Sondage annuel sur la mise en œuvre de l'équité salariale dans les entreprises;
- Mise en œuvre du plan de travail pour le rapport de 2006 prévu à la Loi.

###### Activités d'ordre législatif ou réglementaire

La Commission a déposé au ministre du Travail un Projet de règlement sur l'équité salariale dans les entreprises où il n'existe pas de catégories d'emplois à prédominance masculine. Le projet de règlement a fait l'objet d'un préavis de publication le 24 septembre 2004, d'une consultation publique les 2, 3 et 4 novembre 2004 menée par la Commission et d'une étude par la Commission de l'économie et du travail le 24 novembre 2004. Le règlement a été publié le 20 avril 2005 et mis en vigueur le 5 mai 2005.

De plus, l'article 11 de la *Loi sur l'équité salariale* a été modifié le 14 décembre 2004 afin de permettre à plusieurs associations accréditées au sein d'une entreprise de s'entendre avec l'employeur pour réaliser un programme d'équité salariale distinct.

###### DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DU DÉVELOPPEMENT

###### Activités d'ordre administratif

###### Ressources financières et matérielles

- Organisation du Greffe des contrats;
- Inventaire des biens meubles;
- Aménagement à Québec;
- Élaboration d'un cahier de procédures et d'outils de soutien administratif.

###### Ressources humaines

- Réorganisation administrative;
- Dotation et accueil du nouveau personnel (15 postes).

###### Ressources informatiques

- Achèvement des travaux d'architecture pour le système intégré de gestion des dossiers (GID);
- Démarrage de la phase réalisation du GID;
- Renforcement de la solution de sécurité sur le réseau;
- Implantation d'un logiciel de recherche textuelle.

###### Autres

- Travaux reliés à la révision de la planification stratégique de la Commission;
- Travaux reliés à la modernisation de l'État :
  - Contribution aux projets gouvernementaux (ex: Centre des services administratifs);
  - Reddition de comptes et contribution à différents sondages et questionnaires pour des projets gouvernementaux reliés à la gestion des ressources;
  - Entente préliminaire avec Services Québec.

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 16. ÉTAT DE RÉALISATION ET DES TRAVAUX EN COURS DE LA COMMISSION

##### **16) État de réalisation et des travaux en cours de la Commission**

###### **Activités relatives aux Communications**

###### **Publications**

- Poursuite de la diffusion de documents visant à expliquer et à préciser divers aspects de la Loi sur l'équité salariale et sa mise en œuvre;
- Rédaction et édition de 7 publications, dont une à l'intention des finissantes du secondaire professionnel.

###### **Publicité**

- Promotion du progiciel dans la revue L'Entre-Nous, et dans le Journal économique de Québec;
- Sensibilisation des travailleuses dans la Gazette des femmes (2 parutions), Le Journal de Québec et le Journal de Montréal (2 parutions), le Devoir, le Journal Voir, le Lundi, le 7 Jours et le Dernière Heure.

###### **Autres activités**

- Participation à 9 colloques, congrès et/ou expositions soit directement à titre d'exposant ou d'organisme conférencier ou indirectement par la remise de documentation aux participantes et participant;
- Tenue d'une conférence de presse pour la présentation du projet de Règlement sur l'équité salariale dans les entreprises où il n'existe pas de catégories d'emplois à prédominance masculine.

###### **Activités relatives au Service conseil formation et recherche**

- Formations :
  - Intensification des interventions auprès des entreprises concernées par le Chapitre IX et l'Article 3 ainsi qu'auprès des clientèles universitaires;
  - Aux comités d'équité salariale concernant l'évaluation des emplois;
  - Aux entreprises et experts concernant le progiciel « Réaliser l'équité salariale »;
- Activités de partenariat;
- Poursuite de la collaboration à la tournée auprès des travailleuses organisée par le Conseil, d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) visant les travailleuses non-syndiquées;
- Travaux de recherches et d'analyses pour la préparation du projet de Règlement sur l'équité salariale dans les entreprises où il n'existe pas de catégories d'emplois à prédominance masculine.

###### **Activités relatives à l'analyse, à la vérification et aux enquêtes**

- Traitement des plaintes et des différends par le biais des enquêtes;
- Traitement des « enquêtes de la propre initiative » de la Commission
- (Programme de vérification de la conformité à la LÉS);
- Traitement des dossiers relatifs à l'article 3 de la Loi et au chapitre IX.

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 17. DEPUIS LA CRÉATION DE LA COMMISSION, SOMMES INVESTIES EN PUBLICITÉ, VENTILATION PAR ANNÉE ET PAR TYPE DE MÉDIAS.

Depuis la création de la Commission, sommes investies en publicité, ventilation par année et par type de médias.		
INVESTISSEMENT EN PUBLICITÉ	VENTILATION PAR ANNÉE	TYPE DE MÉDIAS
1997-1998	4 090 \$	Média écrit
1998-1999	122 965 \$	Média écrit
1999-2000	129 848 \$	Média écrit
2000-2001	176 211 \$ 5 694 \$	Média écrit Radio
2001-2002	431 750 \$ 20 167 \$ 76 547 \$	Média écrit Radio Panneaux autobus et métro
2002-2003	16 104 \$	Média écrit
2003-2004	71 454 \$	Média écrit
2004-2005	56 955 \$	Média écrit
TOTAL :	1 111 785 \$	



**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**18. COPIE DES ÉTUDES, ANALYSES, RECHERCHES, SONDAGES, SCÉNARIOS OU PROJECTIONS CONCERNANT L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DES ENTREPRISES PRIVÉES ET DES SECTEURS PUBLICS ET PARAPUBLICS VISANT À SE CONFORMER À LA LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE**

**Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la *Loi sur l'équité salariale*.**

**État d'avancement des travaux dans les entreprises privées**

Selon un sondage réalisé pour la Commission de l'équité salariale en septembre et octobre 2004, 62 % des entreprises québécoises de toutes tailles couvertes par la *Loi sur l'équité salariale* avaient alors terminé leurs travaux.

On observe une stabilité des résultats en ce qui a trait à l'achèvement des travaux d'équité salariale dans les entreprises.

Pour plus d'information, consulter le *Rapport d'étude sur l'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale dans les entreprises de 10 salariés et plus* préparé en 2004.

**État d'avancement des travaux dans le secteur public**

Se prévalant du chapitre IX de la *Loi sur l'équité salariale*, le Conseil du trésor avait déposé, en novembre 1998, deux rapports soumettant autant de programmes de relativité salariale à l'approbation de la Commission de l'équité salariale : un pour le personnel d'encadrement et un pour le personnel syndiqué ou syndicable.

Le 9 janvier 2004, la Cour supérieure du Québec rendait un jugement contre différents employeurs dont le Conseil du trésor, par lequel elle déclarait inconstitutionnel et inopérant le chapitre IX de la *Loi sur l'équité salariale*. Le Conseil du trésor n'en a pas appelé de cette décision et a plutôt affirmé qu'il allait se soumettre aux obligations générales de la Loi (aucun appel n'a par ailleurs été logé par une autre partie).

Le 14 décembre 2004, une modification législative à l'article 11 de la *Loi sur l'équité salariale* permettait à plusieurs associations accréditées au sein d'une entreprise de pouvoir s'entendre avec l'employeur pour réaliser un programme d'équité salariale distinct. Cette modification facilitera les travaux d'équité salariale au sein du Gouvernement du Québec notamment en permettant à la CSN, la FTQ, la CSQ et la FIIQ de poursuivre leurs travaux d'équité salariale. Incidemment, le 1<sup>er</sup> affichage prévu à la Loi a été effectué pour ce programme d'équité salariale.

Les travaux touchant les autres syndicats sont amorcés et des affichages sont prévus ce printemps (SPGQ 1<sup>er</sup> affichage effectué le 5 mai 2005).

Par l'effet de la *Loi sur l'administration publique*, la plupart des organismes paragouvernementaux sont devenus, en juin 2001, indépendants du Conseil du trésor dans le cadre de la *Loi sur l'équité salariale* et sont ainsi devenus des employeurs et des entreprises distinctes aux fins de l'application de la Loi.

**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**18. COPIE DES ÉTUDES, ANALYSES, RECHERCHES, SONDAGES, SCÉNARIOS OU PROJECTIONS CONCERNANT L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DES ENTREPRISES PRIVÉES ET DES SECTEURS PUBLICS ET PARAPUBLICS VISANT À SE CONFORMER À LA LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE**

**Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la *Loi sur l'équité salariale*.**

**État d'avancement des travaux dans le secteur parapublic**

Ces organismes pouvaient choisir de poursuivre la démarche entreprise par le Conseil du trésor dans le cadre du chapitre IX de la *Loi sur l'équité salariale* ou entreprendre un nouveau programme d'équité salariale sous le régime général de la Loi.

Cependant, le jugement de la Cour supérieure invalidant le chapitre IX a depuis obligé tous ces organismes à réaliser un nouveau programme d'équité salariale sous le régime général de la Loi.

La Commission effectue un suivi auprès de ces entreprises. La grande majorité sont en voie de se conformer et dans le cas contraire des recours seront entrepris par la CÉS pour faire respecter la Loi.

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 19. NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES PAR LA COMMISSION À CE JOUR ET NATURE DES DÉCISIONS.

<i>Type de dossier ou de domaine</i>	<i>Type de décisions</i>	<i>Nombre de dossiers</i>	<i>Total</i>
<b>Plaintes</b>			<b>823</b>
	Irrecevables	64	
	Non fondées	94	
	Désistements	151	
	Retraits après intervention de la CÉS	158	
	Correctifs demandés	356	
<b>Différends</b>			<b>65</b>
	Irrecevables	12	
	Désistements	15	
	Retraits après interventions de la CÉS	25	
	Correctifs demandés	13	
<b>Enquêtes à l'initiative de la CÉS</b>			<b>5</b>
	Mandats d'enquête	5	
	Cesse d'agir	0	
	Correctifs demandés	0	
<b>Vérifications</b>			<b>6</b>
	Avis procédures CRT	6	
	Cesse d'agir	0	
	Correctifs demandés	0	
<b>Rapports présentés dans le cadre du chapitre IX</b>			<b>185</b>
	Approuvés	149	
	Refusés	19	
	Correctifs demandés	17	
<b>Disparités régionales</b>			<b>57</b>
	Approuvés	56	
	Refusés	1	
<b>Comités sectoriels d'équité salariale</b>			<b>5</b>
	Approuvés	5	
	Refusés	0	
<b>Nombre de représentants au sein du comité d'équité salariale</b>			<b>8</b>
<b>Prolongation de délai pour l'étalement des ajustements salariaux</b>			<b>5</b>
	Approuvés	1	
	Refusés	4	
<b>Préavis de décision</b>			<b>110</b>
<b>Applications de décision</b>			<b>16</b>
	Avis procédures CRT	3	
	Cesse d'agir	8	
	Correctifs demandés	5	
<b>Grand total :</b>			<b>1 285</b>

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. NOMBRE D'AUTORISATIONS DONNÉES EN 2004-2005 À DES EMPLOYEURS D'ÉTABLIR UN PROGRAMME DISTINCT APPLICABLE À UN OU PLUSIEURS ÉTABLISSEMENTS SI DES DISPARITÉS RÉGIONALES LE JUSTIFIENT.

Nombre d'autorisations données en 2004-2005 à des employeurs d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient.

Deux autorisations ont été données.

## COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 21. NOMBRE DE DEMANDES D'ASSISTANCE D'ENTREPRISES OU DE PERSONNES CONCERNANT LEUR DÉMARCHE D'ÉQUITÉ SALARIALE

Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale.	
Pour l'année 2004-2005 :	
▪ Demandes de renseignements reçues et traitées :	
- de la part d'entreprises (employeurs, consultants, etc.)	3 234
- de la part de syndicats	99
- de la part de personnes salariées	1 844
▪ Demandes de documents d'information	30 243
▪ Progiciel (téléchargement et CD)	3 774
▪ Présences à des sessions d'information et de formation	1 424
▪ Consultations du site Internet	101 700
▪ Demandes d'assistances spécialisées aux entreprises	714
▪ Conciliations :	
- Dossiers fermés	
➤ plaintes	23
➤ différends	16
- Dossiers en processus de conciliation	
➤ plaintes	21
➤ différends	9
Total :	143 101

## RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

## 22. NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES À LA COMMISSION EN VERTU DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE, APERÇU DES PLAINTES ET ÉTAT D'AVANCEMENT DE CELLES-CI.

22 a) Nombre de <u>plaintes</u> déposées à la Commission de l'équité salariale en vertu de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> . - Aperçu des plaintes et état d'avancement de celles-ci.															
I) <b>Plaintes et état d'avancement</b>															
										Du 01-04-2004 au 31-03-2005			Cumul au 31 mars 2005		
<b>Dossiers réglés :</b>															
- plaintes menant à des correctifs										76			356		
- plaintes non fondées										23			94		
- plaintes irrecevables										25			64		
- désistements										29			151		
- retraits après intervention										52			158		
- ententes suite à conciliation										23			59		
Total :										228			882		
<b>Dossiers en traitement :</b>															
- en processus d'enquête										243					
- en processus de conciliation										21					
Total :										264					
Total :										1146					
II) <b>Objet des plaintes</b>															
<i>L'analyse des données concernant les dossiers de plaintes révèle que :</i>															
- environ 70% des plaintes soumises à la Commission comportent des allégations à l'effet que l'exercice d'équité salariale n'est pas terminé au sein de l'entreprise ou que les résultats de la démarche ne sont pas à la satisfaction des parties plaignantes;															
- environ 20% des plaintes portent sur des allégations de mauvaise foi, d'agissement arbitraire ou discriminatoire, ou de négligence grave dans la démarche d'équité salariale;															
- environ 5% des plaintes touchent des entreprises qui ont déjà complété l'exercice d'équité salariale mais au sein desquelles il est allégué que l'équité salariale n'est pas maintenue;															
- environ 3% des plaintes portent sur des allégations de représailles.															
III) <b>Analyse sommaire des dossiers de plaintes pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2004 au 31 mars 2005</b>															
<i>Provenance des plaintes selon la taille de l'entreprise</i>															
Taille de l'entreprise :					moins de 10		10 à 49		50 à 99		100 et plus		Total		
Nombre de plaintes					1 (1 %)		24 (23 %)		7 (7 %)		70 (69 %)		102 (100 %)		
<i>Provenance des plaintes selon le statut de la partie plaignante</i>															
Association accréditée					Personne salariée syndiquée					Personne salariée non syndiquée					Total
17 (17 %)					45 (44 %)					40 (39 %)					102 (100 %)
- 10	10-49	50-99	100 +	Total	- 10	10-49	50-99	100 +	Total	- 10	10-49	50-99	100 +	Total	Total
0 (0%)	4 (4%)	1 (1%)	12 (13%)	17 (17%)	0 (0%)	4 (4%)	4 (4%)	37 (36%)	45 (44%)	1 (1%)	16 (16%)	2 (2%)	21 (20%)	40 (39%)	102 (100 %)
IV) <b>Objet des plaintes</b>															
<i>L'analyse des données, pour les 102 dossiers reçus au cours de l'exercice 2004-2005, révèle que :</i>															
- 55 plaintes (54%) comportent des allégations à l'effet que l'exercice d'équité salariale n'est pas terminé ou que les résultats de la démarche ne sont pas à la satisfaction des parties plaignantes;															
- 31 plaintes (30%) évoquent des allégations de mauvaise foi, d'agissement arbitraire ou discriminatoire, ou de négligence grave dans la démarche d'équité salariale;															
- 11 plaintes (11%) ont pour motif que l'équité salariale n'est pas maintenue dans l'entreprise;															
- 5 plaintes (5%) portent sur des allégations de représailles.															
... et que :															
- les 2/3 des 102 plaintes touchent les grandes entreprises (100 personnes salariées et plus);															
- la moitié des personnes salariées non syndiquées ayant déposé une plainte travaillent dans les grandes entreprises;															
- 39 % des plaintes reçues en 2004-2005 ont été déposées par des personnes salariées non syndiquées, ce qui représente une augmentation de 8 points de pourcentage par rapport à l'an dernier (39 % / 31%).															

# COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 22. NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES À LA COMMISSION EN VERTU DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE, APERÇU DES PLAINTES ET ÉTAT D'AVANCEMENT DE CELLES-CI.

22 b) Nombre de <u>différends</u> déposés à la Commission de l'équité salariale en vertu de la Loi sur l'équité salariale. - Aperçu des différends et état d'avancement.		
Différends et état d'avancement		
	Du 01-04-2004 au 31-03-2005	Cumul au 31 mars 2005
<b>Dossiers réglés :</b>		
- menant à des correctifs	3	13
- irrecevables	2	12
- désistements	3	15
- retraits après intervention de la CÉS	3	25
- ententes suite à conciliation	11	67
Total :	22	132
<b>Dossiers en traitement :</b>		
- en processus d'enquête	22	
- en processus de conciliation	9	
Total :	31	
Total :	163	

Différends déposés entre le 1<sup>er</sup> avril 2004 et le 31 mars 2005 = 20

22 c) Nombre de dossiers entrepris en vertu du « Programme de vérification » Aperçu et état d'avancement.			
État d'avancement des dossiers de vérification			
	Du 1 <sup>er</sup> avril 2004 au 31 mars 2005	Cumul au 31 mars 2005	
<b>Dossiers fermés :</b>			
- exercice réalisé satisfaisant	12	15	
- exercice satisfaisant suite à des correctifs	28	31	
- refus de collaborer	7	7	
Total :	47	53	
<b>Dossiers en traitement :</b>			
- en processus d'analyse	68		
- en attente de l'implantation des correctifs	23		
Total :	91		
Total :	144		
<b>Taille des entreprises</b> <i>(ensemble des entreprises sélectionnées au 31 mars 2005)</i>			
10-49	50-99	100 +	Total
139 (97 %)	2 (1 %)	3 (2 %)	144 (100 %)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. NOMBRE D'AMENDES DONNÉES PAR LA COMMISSION EN VERTU DU CHAP. VIII DE LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE*, VENTILATION PAR MONTANT DES AMENDES, TYPE D'INFRACTION, SECTEUR D'ACTIVITÉS DES EMPLOYEURS.

Nombre d'amendes données par la Commission en vertu du chap. VIII de la *Loi sur l'équité salariale*, ventilation par montant des amendes, type d'infraction, secteur d'activités des employeurs.

Aucune



**COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**24. EFFECTIFS DE LA COMMISSION (TOTAL, FEMMES, PERSONNES HANDICAPÉES, MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES, AUTOCHTONES, ANGLOPHONES)**

**Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones).**

Les effectifs :	61
Personnes nommées par le gouvernement :	<u>+ 3</u>
Total :	64

Nombre de femmes :	44
--------------------	----

Nombre de personnes handicapées :	0
-----------------------------------	---

Nombre de personnes membres des communautés culturelles :	3
--	---

Nombre de personnes autochtones :	0
-----------------------------------	---

Nombre de personnes anglophones :	1
-----------------------------------	---